

Groupe d'études « La philosophie au sens large »

Animé par Pierre Macherey

22/10/2008

Radieux tropiques ? l'Utopie de More (2)

La civilisation utopienne réalise un juste équilibre entre ordre et mobilité, entre diversité des conditions et complémentarité égalitaire des droits et des devoirs, ce qui permet à chacun de se mettre en permanence au service de tous, dans un contexte où l'intérêt particulier n'a aucune chance de l'emporter.

Toutefois, si nous examinons de plus près la description du rituel des repas pris en commun, nous y relevons certains détails qui paraissent altérer la transparence de ce système parfaitement rodé. D'abord, nous constatons que l'égalité des positions y coexiste avec le respect d'une hiérarchie fondée sur des critères naturels donnés, non susceptibles d'être réévalués. Dans cette hiérarchie, les vieillards occupent la place de choix : les tables sont présidées, avec le magistrat et le prêtre, par des aînés, et les autres personnes âgées sont réparties de manière à être mêlées aux personnes plus jeunes, « afin que le sérieux et l'autorité d'un vieillard détourne les jeunes gens de toute mauvaise manière et de toute excessive liberté dans leurs discours », ce qui crée une ambiance de salle de classe ou de réfectoire guère détendue et festive. La précision selon laquelle « ils écoutent même les jeunes gens et les incitent intentionnellement à parler, afin d'apprendre à connaître le caractère et l'intelligence de chacun, à la faveur de la liberté que laisse un repas » évoque une pratique d'espionnage qui relativise la liberté en question, une liberté dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle reste sous surveillance, même si celle-ci revêt, d'une manière qu'on peut juger hypocrite, les allures les plus débonnaires. Les vieillards sont servis en premier, et ils distribuent aux autres ce dont ils ne veulent pas pour eux-mêmes. Enfants et adolescents ne sont pas assis à table et ne participent pas aux conversations, mais restent debout derrière les adultes, qu'ils servent, et qui leur donnent, apparemment sans leur demander leur avis, leur part de nourriture, qu'ils mangent en silence. Assis aux mêmes tables, hommes et femmes se font face, les premiers le dos au mur, car il n'y a pas de raisons pour qu'ils quittent la table, alors que les secondes doivent pouvoir aisément se déplacer, pour accomplir les diverses tâches qui sont de leur responsabilité, au premier rang desquelles leurs devoirs de mères. Point capital, la nourriture a été préparée par les femmes, que leurs aptitudes naturelles prédisposent à ce travail, qui leur est en conséquence réservé. Des nourrices, recrutées par les soins de la femme du magistrat, s'occupent des enfants en bas âge dans des endroits réservés, et il n'est pas précisé comment elles s'alimentent : apparemment, elles ne participent pas aux repas pris en commun, ce qui fait d'elles des membres à part de la collectivité, comme le sont d'ailleurs les esclaves, auxquels sont attribuées « les besognes quelque peu malpropres et fatigantes », point sur lequel nous reviendrons ultérieurement. Les principes égalitaires sur lesquels est basé le système ont donc leurs limites. En Utopie, où le système de parenté est patrilinéaire, et où les femmes sont « données en mariage » à des hommes dans la famille desquels elles vont vivre (éd. GF, p. 154), tout le monde travaille, hommes, femmes et enfants, mais les activités des uns et des autres sont commandées par leurs dispositions naturelles :

« Étant moins robustes, les femmes font les besognes les moins lourdes, comme travailler la laine et le lin. Les ouvrages plus fatigants sont confiés aux hommes. »
(éd. GF, p. 147)

Ce sont donc les femmes qui sont chargées d'habiller la population, en taillant des vêtements, conçus de la façon la plus économique, qui sont les mêmes pour tous : une solide

tunique de cuir portée pour aller au travail, qu'on recouvre, lorsqu'on sort en ville d'un caban de toile écrue, de la couleur naturelle du végétal qui a servi à la tisser. La société utopienne, où tout est fait pour que les rapports naturels soient préservés, étant écartée la tentation de se distinguer, repose donc sur un double processus d'uniformisation et de hiérarchisation, ce qui donne un cadre stable à la vie commune, sur le modèle des rapports intra-familiaux :

« Les femmes sont soumises à leurs maris, les enfants à leurs parents, et, en règle générale, les plus jeunes à leurs aînés. » (éd. GF, p. 156)

Le mot « économie » reprend donc le sens qu'il avait chez Aristote : il désigne en premier lieu l'organisation de la maison, où les activités accomplies par chacun se combinent harmonieusement, sur des bases fixées par la nature. Sont de cette manière assurées, au moindre coût, les conditions d'une bonne vie pour tous. L'obligation de travailler, qui s'applique à tous sans exception, hommes, femmes et enfants, qu'ils vivent en ville ou à la campagne, n'a rien d'insupportable, puisqu'elle se limite à six heures quotidiennes, effectuées en deux périodes de trois heures, n'étant pas précisé si la préparation des repas collectifs assurée par les femmes, ainsi que les autres tâches ménagères qui leurs incombent, sont décomptées dans ce total. Il s'agit d'une durée incroyablement courte pour l'époque : en tenant compte d'un jour de repos hebdomadaire, on n'est pas loin des trente-cinq heures, ce qui, aujourd'hui encore, semble un comble ! Or, selon Hythlodée, dont le témoignage rapporte cette mesure révolutionnaire comme étant réalisée en Utopie, cela suffit amplement, si les responsabilités de chacun sont bien réparties, pour entretenir toute une population, dont l'effectif global, strictement mesuré, - ici à nouveau on retrouve la référence à Aristote -, est fixé une fois pour toutes pour chaque cité à six mille familles (deux cents sygrophanties dont chacune regroupe trente familles). Ceci diffère fondamentalement de ce qui est pratiqué dans d'autres pays, où le travail n'est pas organisé de façon aussi « économique » :

« Si chacun ne travaille que six heures, penserez-vous, ne risque-t-on pas inévitablement de voir une pénurie d'objets de première nécessité ? Bien loin de là : il arrive souvent que cette courte journée de travail produise non seulement en abondance, mais même en excès, tout ce qui est indispensable à l'entretien et au confort de la vie. Vous me comprendrez aisément si vous voulez bien penser à l'importante fraction de la population qui reste inactive chez les autres peuples, la presque totalité des femmes tout d'abord, la moitié de l'humanité ; ou bien, là où les femmes travaillent, ce sont les hommes qui ronflent à leur place. Ajoutez à cela la troupe des prêtres et de ceux qu'on appelle les religieux, combien nombreuse et combien oisive ! Ajoutez-y tous les riches, et surtout les propriétaires terriens, ceux qu'on appelle les nobles. Ajoutez-y leur valetaille, cette lie de faquins en armes ; et les mendiants robustes et bien portants qui inventent une infirmité pour couvrir leur paresse. Et vous trouverez, bien moins nombreux que vous ne l'aviez cru, ceux dont le travail procure ce dont les hommes ont besoin. » (éd. GF, p. 150-151)

Le vice suprême, totalement contre nature, éradiqué grâce aux mesures rationnelles édictées par Utopus, c'est l'oisiveté, qui, chez les autres peuples, - bien sûr, More pense à l'Angleterre de son temps -, mine en profondeur l'existence de la collectivité tout entière, et en bride les capacités productives en faisant obstacle à ce qu'elles soient exploitées convenablement :

« La principale et presque la seule fonction des sygrophantes est de veiller que personne ne demeure inactif, mais s'adonne activement à son métier, non pas cependant jusqu'à s'y épuiser du point du jour à la nuit tombante, comme une bête de somme, existence pire que celle des esclaves, et qui est cependant celle des ouvriers dans presque tous les pays, sauf en Utopie. » (éd. GF, p. 148)

Tout le monde, ou presque, participe au travail collectif de la production de biens de consommations : c'est la règle fondamentale de fonctionnement du système utopien, que, non seulement, les magistrats sont particulièrement attentifs à faire respecter, mais à laquelle ils se prêtent personnellement (« même les sygrophantes, que la loi exempte du travail manuel, l'assument volontairement, afin d'instruire les autres par leur exemple », éd. GF, p. 151-152).

En effet, le travail, tel qu'il est effectué en Utopie, d'où tout luxe inutile est banni, donne son fondement à toute la vie sociale, une vie sociale basée, sinon centrée, sur son accomplissement, qu'elle a facilité en le rationalisant, et qu'elle a réduit à ce qui est utile à la reproduction du système, ce qui du même coup libère pour tous un temps de loisir important, consacré à d'autres activités, comme par exemple le perfectionnement personnel par l'étude, si on a pour cela le goût et les dispositions :

« Ainsi tout le monde travaille à des ouvrages utiles qui ne sont nécessaires qu'en nombre limité ; la production peut donc devenir trop abondante. On conduit alors la population à réparer les routes s'il y a en a qui sont dégradées. Il arrive aussi que, faute de tout travail de ce genre, on décrète un abrègement général de la journée de travail. Les magistrats en effet ne souhaitent pas éprouver les citoyens malgré eux par des fatigues inutiles. Car la constitution vise uniquement, dans la mesure où les nécessités publiques le permettent, à assurer à chaque personne, pour la libération et la culture de son âme, le plus de temps possible et un loisir affranchi de tout assujettissement physique. En cela réside pour eux le bonheur véritable. » (éd. GF, p. 154)

La société utopienne, qui, tout en faisant leur part aux incontournables nécessités matérielles de la vie, accorde le plus haut prix aux valeurs spirituelles, protège donc son autonomie en écartant toute perspective de croissance : il lui suffit de subsister autant que possible à l'identique, en se conservant, sans chercher à aller au-delà, consciente que, si elle le faisait, elle favoriserait l'intrusion d'éléments perturbateurs, générateurs potentiels de désordre ; la devise d'un Charles Quint, « Plus Oultre », est totalement étrangère à son esprit tel qu'il a été modelé par Utopus. Les seuls progrès qui agréent aux Utopiens sont ceux qui concernent la connaissance, dont ils tirent le meilleur parti pour se rendre l'existence plus facile et pour s'élever l'esprit. Pour le reste, ils n'apprécient pas le changement, et surtout, n'étant pas tentés par de vains prestiges, ils n'ont pas le culte ostentatoire du changement pour le changement : plutôt que de bâtir sur d'autres emplacements de nouveaux édifices, plus grands et plus beaux, ils préfèrent entretenir soigneusement les anciens, afin de les faire durer plus longtemps (éd. GF, p. 153) ; et, depuis le temps d'Utopus, ils continuent, sans souci d'élégance, à s'habiller de la même façon, celle qui est la plus commode tout en leur demandant le moins de peine et d'attention. L'idée qu'il faudrait travailler plus pour gagner plus est parfaitement contraire à l'esprit utopien, qui n'accorde d'ailleurs aucune place à l'idée de gain. La volonté de se dépasser concerne tout au plus le perfectionnement intellectuel, qui représente la part libre des activités de chacun : l'utilisation de celle-ci, une fois accompli le labeur journalier effectué au service de la collectivité, n'est soumise à aucune limitation. Le but, c'est donc plutôt d'avoir de moins en moins à travailler manuellement, une activité à laquelle tous se livrent de bon coeur sauf ceux qui en sont exceptionnellement dispensés, parce qu'on considère qu'ils sont les mieux placés pour rendre d'autres services : ce qui justifie la nécessité de ce travail en tant qu'activité sociale, c'est que, une fois cette obligation remplie, est offerte la promesse d'un accomplissement personnel, qui trouve dans cette obligation sa condition de départ et non son terme. Notons cependant que ces possibilités d'accomplissement sont strictement codifiées et canalisées, ce qui tempère la douceur de vivre en y insufflant un haut degré d'austérité : en Utopie, une fois qu'on a fini son travail, on peut se consacrer pleinement à l'étude, apparemment sans censure et sans contrainte, car rien dans la poursuite de cette étude ne devrait en principe nuire à la collectivité, qui a au contraire tout à y gagner ; mais, en dehors de cela, on ne peut pas faire n'importe quoi : par exemple, ce qui peut étonner, les déplacements du territoire d'une ville à celui d'une autre y sont soumis à autorisation, et ceux qui ne respectent pas cette règle sont considérés et traités avec sévérité comme des déserteurs (éd. GF, p. 162). On ne peut non plus, cela va de soi, se livrer à des distractions indécentes, la frontière entre ce qui est décent et ne l'est pas s'imposant avec le caractère de l'évidence naturelle de manière indiscutable, sans même avoir à être précisée. Comme cela a déjà été indiqué la civilisation utopienne exclut tout ce qui pourrait ressembler

à une vie privée, menée à part, et aucun comportement n'y échappe à une surveillance et à un contrôle publics, d'autant plus efficace qu'ils n'ont pas besoin d'être déclarés :

« Toujours exposé aux yeux de tous, chacun est obligé de pratiquer son métier ou de s'adonner à un loisir irréprochable. » (éd. GF, p. 162)

Le travail productif, base de la civilisation utopienne où tout sans exception est d'intérêt public, constitue donc uniquement pour elle le moyen matériel de sa perpétuation, ce qui interdit de lui accorder la valeur d'une fin en soi, coupée de la considération de l'utilité commune sur laquelle il est entièrement rabattu. C'est pourquoi il est commun, non seulement sur le plan de ses conditions et de ses règles d'exécution, qui régularisent à la base l'existence collective, mais aussi sur celui des résultats qu'il produit. En Utopie, un minimum de travail suffit à assurer la subsistance et l'entretien de tout un peuple, non seulement parce que son exercice est soumis à des règles uniformes qui en normalisent l'accomplissement, au double sens de la normalisation technique et de la normalisation sociale, mais parce que tous y travaillent pour tous, chacun apportant sa contribution à la création de richesses partageables et partagées, qui ne peuvent en conséquence être appropriées de manière particulière par personne. Nous avons vu que les Utopiens se nourrissent au cours de repas pris en commun : l'approvisionnement de ces repas est fourni par des marchés où sont offerts, selon les besoins, et tout risque de gaspillage étant écarté, les biens nécessaires à la vie obtenus par le moyen du travail collectif auquel l'effort de chacun a apporté une contribution raisonnée, strictement mesurée. Ces marchés occupent une position centrale dans le fonctionnement de la communauté :

« Chaque père de famille vient là demander tout ce dont il a besoin pour lui et les siens et il l'emporte sans paiement, sans compensation d'aucune sorte. Car pourquoi rien refuser à personne lorsqu'il y a abondance de tous biens et que nul n'a à redouter que son voisin demande plus qu'il ne lui faut ? Et pourquoi en demander trop lorsqu'on sait qu'on ne risque pas de manquer de quoi que ce soit ? C'est la hantise de la pénurie qui rend avide et rapace, ainsi qu'on le constate chez tous les êtres vivants ; l'homme y ajoute l'orgueil, qui lui est propre et qui lui donne l'illusion qu'on dépasse les autres par un étalage de superfluités. Les principes des Utopiens ne laissent aucune place à ces mauvais sentiments. » (éd. GF, p. 156-157)

En Utopie, où rien n'appartient à personne en particulier, tout est par définition gratuit : les produits du travail collectif circulent sans que cette circulation ait à être accompagnée de signes monétaires qui en régulent les flux, parce qu'ils tirent entièrement leur valeur de leur consommation et de leur usage, ce qui ôte à la notion d'échange l'essentiel de son contenu ; on ne peut donc même pas parler de troc. Tout au plus existe-t-il un système de créances publiques (éd. GF, p. 164) qui enregistre la mémoire de cette circulation qu'une procédure globale de compensation suffit à régler ; celle-ci est planifiée de manière centrale au lieu de se faire de gré à gré, selon des critères de mesure par essence variables, comme c'est le cas chez les peuples qui pratiquent l'échange des marchandises, échange qui, en raison des fluctuations permanentes auxquelles il est exposé, est une source potentielle de conflits. Les Utopiens, dont toutes les relations passent par l'intermédiaire de l'Etat central, représentant de la collectivité, ne se doivent donc rien directement les uns aux autres, ce qui leur est finalement très avantageux, y compris à leur point de vue particulier :

« Dans le sénat d'Amaurote (organisme représentatif, émané de l'ensemble des communautés territoriales, qui exerce la responsabilité de gérer les affaires de l'île tout entière),... dès que l'on a consigné les choses qui abondent en chaque lieu et d'autre part ce qui manque ailleurs, une région aussitôt compense par ses surplus la pénurie d'une autre. Elle le fait sans contrepartie, sans rien recevoir en échange de ce qu'elle donne. Mais celle qui a donné recevra à son tour les produits qui lui font défaut sans avoir davantage à s'acquitter. Toute l'île de la sorte forme une seule famille. » (p. 163)

En Utopie, la procédure du don n'est pas triangulaire, selon le modèle « donner/recevoir/rendre » dont parle Mauss, mais se limite à la relation entre donner et recevoir, sans que cela implique automatiquement une contrepartie.

Le principe est donc que les besoins soient satisfaits en dehors de toute perspective d'intérêt, à quelque niveau que ce soit, y compris celui des différentes communautés intermédiaires, qui ne sont que des membres de l'organisme collectif : on règle ses affaires entre soi, sans appoint extérieur, et sans norme de référence artificielle du type de celle que représente, par convention, la monnaie, instrument généralement employé pour unifier formellement les échanges, et qui, lorsqu'il acquiert une relative autonomie, devient une puissance à part entière, qu'on sert au lieu de s'en servir. Le système utopien, qui exclut à la fois l'appropriation privée et l'échange de marchandises, est entièrement corrélé de manière interne : c'est pourquoi le modèle de la famille, où on se rend des services mutuels n'appelant aucune rétribution parce qu'ils se complètent de façon naturelle en participant à la conservation de la communauté, y joue un rôle prépondérant. Conséquence : en Utopie où, c'est le cas de le dire, l'argent ne compte pas, il n'y a ni riches ni pauvres, puisque font défaut les critères qui permettraient de les départager.

Cette « économie » des moyens de production et des formes de répartition remplit une fonction à la fois stabilisatrice et égalisatrice, dans la mesure où elle prévient toute velléité de dépassement : personne n'est tenté d'avoir plus que les autres dans un système d'où l'idée de propriété a disparu et où les hiérarchies, soit dérivent de la nature, soit résultent de choix collectifs pouvant être révoqués à tout moment, ce qui interdit d'interpréter ces hiérarchies naturelles ou temporaires en termes de domination, génératrice d'abus. Cependant, subsiste dans le fonctionnement de ce système parfaitement rodé une frappante anomalie, que nous avons signalée au passage, sans nous y arrêter sur le moment : le cérémonial utopien des repas collectifs, qui, indépendamment de la satisfaction qu'il apporte au besoin corporel de s'alimenter, est une célébration solennelle de l'union de tous avec tous, sur la base du respect des hiérarchies naturelles qui donnent le pas aux anciens sur les plus jeunes et aux hommes sur les femmes, tout en assignant aux magistrats élus la place d'honneur dans l'ordonnement des plans de table, suppose, dans ses marges obscures, l'activité d'« esclaves » (*famuli*) : ceux-ci ont la charge d'accomplir, en tant que domestiques, les tâches « malpropres et fatigantes », tâches utiles mais dégradantes, et les moins compatibles avec la dignité humaine.

La présence d'esclaves, dans un cadre d'où a été généralement écarté le principe de l'exploitation, étonne, c'est le moins qu'on puisse dire. Cet étonnement tourne en stupeur lorsqu'on apprend de la bouche d'Hythlodée, qui, en bon observateur ethnographique, n'a pas négligé de noter cette extraordinaire singularité, que les esclaves utopiens accomplissent leurs vils travaux en étant couverts de bijoux précieux, ornements pour lesquels les autres membres de la collectivité, qui les refusent pour eux-mêmes, n'ont que mépris (éd. GF, p. 166). La surprise commence à se dissiper lorsqu'on comprend que les utopiens, qui jugent tous les signes de distinction ridicules et à la limite honteux, « fous » au sens de la folie érasmiennne qui met tout à l'envers, les chargent, par dérision, de valeurs négatives : alors qu'ils mangent dans de la vaisselle ordinaire, ils se servent de somptueux pots de chambre en or sertis de pierres précieuses, de manière à marquer ostensiblement le peu de prix qu'ils attachent à ces matériaux que leur rareté ne rend pas davantage utiles aux nécessités de la vie ; et lorsque des ambassadeurs étrangers viennent parader, vêtus d'atours somptueux, l'espoir d'impressionner les foules qui les anime est déçu, car ils sont accueillis, non par des applaudissements, mais par des quolibets (éd. GF, p. 167-168). Si les esclaves sont parés comme des chasses et chargés d'or, ce qui est en réalité en Utopie un signe d'opprobre, c'est pour signaler, par cette procédure contre-ostentatoire, le peu d'estime en lequel on les tient. A cela s'ajoute que, sans en avoir conscience, les esclaves, outre qu'ils accomplissent les tâches salissantes ou

fatigantes dont on se décharge sur eux, servent de coffres ou de présentoirs ambulants pour des richesses auxquelles on ne reconnaît aucune valeur, mais que néanmoins on conserve en les leur faisant porter, en vue d'un usage qui, pour le moment, reste énigmatique, c'est le moins qu'on puisse dire.

Alors, qui sont ces esclaves ? D'où viennent-ils ? Ont-ils, comme les esclaves de l'Antiquité, que la conception aristotélicienne de la démocratie incorpore sans problème, à côté des citoyens et à leur service, au fonctionnement de la cité libre, été conquis par la violence sur des peuples vaincus au cours d'affrontements guerriers dont le peuple utopien aurait pris lui-même l'initiative, dans le but de s'assurer cette prise ? Non :

« Leurs esclaves ne sont ni des prisonniers de guerre – à moins que des soldats capturés lors d'une guerre où Utopie fut attaquée – ni des enfants d'esclaves ni aucun de ceux qu'on trouve en servage dans les autres pays. Ce sont des citoyens à qui un acte honteux a coûté la liberté ; ce sont, plus souvent encore, des étrangers condamnés à mort dans leur pays à la suite d'un crime. Les Utopiens les achètent en grand nombre, et pour peu d'argent, le plus souvent pour rien. Ces esclaves sont toute leur vie tenus au travail, et, de plus, enchaînés, les Utopiens plus durement que les autres. Leur cas est en effet jugé plus désespéré, et méritant des châtiments plus exemplaires, pour n'avoir pu s'abstenir du mal après avoir été formés à la vertu par une éducation si excellente. » (éd. GF, p. 189-190)

L'esclavage, pièce centrale du droit pénal utopien, est donc le prix que doivent payer ceux qui se sont livrés à des comportements délictueux ou hostiles. Les chaînes d'or avec lesquelles les esclaves sont attachés expriment symboliquement les crimes qu'ils ont commis et qui sont responsables de leur servitude ; la peine qu'ils subissent ne résulte donc pas d'une violence illégitime, et de ce fait abusive, mais elle est justifiée moralement. En Utopie, on ne naît pas esclave, mais on le devient, en raison de fautes qui appellent un châtiment exemplaire. Ce châtiment consiste en l'exécution de travaux d'utilité publique, par lesquels on répare les désordres dont on s'est rendu responsable, chose avec laquelle on ne plaisante pas en Utopie, où l'ordre règne, non par la force mais par consensus mutuel : c'est pourquoi on trouve parfaitement normal que des esclaves soient contraints d'accomplir des tâches répugnantes, dont, du même coup, les citoyens sont débarrassés, ce qui est encore un aspect de l'« économie » utopienne, pour laquelle rien ne doit se perdre, y compris les fautes commises dont les malencontreuses conséquences sont récupérées au bénéfice de tous. Ces tâches, qui, tout en les flétrissant, sont par un juste retour des choses utiles à la collectivité, les esclaves doivent les exécuter toute leur vie durant, sans possibilité d'exemption, et sans bénéficier de la limitation du travail à la durée légale de six heures quotidiennes, ce qui veut dire, qu'ils ne peuvent, une fois libérés de leurs obligations, se livrer à des activités personnellement choisies : ils sont des êtres qui, par leur conduite déviante, se sont eux-mêmes condamnés à être traités en sous-hommes, donc inhumainement, réduits à l'accomplissement de fonctions purement physiques, et privés de la possibilité d'élever leur esprit par l'étude, ce qui est la valeur suprême de la vie en Utopie.

Aux catégories d'esclaves qui viennent d'être mentionnées, s'en ajoute une autre assez particulière :

« Une troisième espèce d'esclaves est composée de manœuvres étrangers, courageux et pauvres, qui choisissent spontanément de venir servir parmi eux. Ils les traitent décemment, presque aussi bien que leurs propres citoyens, sinon qu'on leur impose une tâche un peu plus lourde, étant donné qu'ils sont accoutumés à travailler davantage. Ils ne retiennent pas contre leur gré ceux qui souhaitent s'en aller, ce qui arrive rarement, et ils ne les renvoient pas les mains vides. » (éd. GF, p. 190)

Il y a donc aussi, à côté de l'esclavage subi comme une peine infamante, un esclavage noble, librement assumé, officialisé, et dont les liens peuvent être à tout moment rompus. Cette condition, qui n'a rien à voir avec celle de nos actuels sans-papiers, n'est guère différente de celle des citoyens à part entière d'Utopie qui ont choisi volontairement de

s'écarter de l'usage commun et de s'adonner à des tâches manuelles au-delà des limites imposées :

« Si quelqu'un préfère consacrer ses heures libres, de surcroît, à son métier, comme c'est le cas de beaucoup d'hommes qui ne sont tentés par aucune science, par aucune spéculation, on ne l'en détourne pas. Bien au contraire, on le félicite de son zèle à servir l'Etat. » (éd. GF, p. 149)

Entre l'esclavage imposé sous les formes les plus dégradantes à des individus qui, d'eux-mêmes, se sont rendus étrangers à l'ordre commun, et la condition de citoyen observant librement les lois de la cité de manière à pouvoir consacrer un maximum de temps à son perfectionnement intellectuel, il y a donc toute une échelle graduée de positions intermédiaires, ce qui, d'une certaine manière, réintègre les parias du travail à la vie de la collectivité, à laquelle ils collaborent à des degrés divers ; quoiqu'à la marge, ils participent eux aussi au jeu social : naturellement consentants ou rapportés de force, ils sont à leur manière des membres de la grande famille à l'entretien de laquelle ils contribuent utilement, ce qui correspond à peu près à la manière dont Aristote justifiait l'existence d'esclaves dans la cité démocratique.

Dans cette exposition du statut complexe de l'esclavage, un point particulier continue cependant à étonner : les Utopiens, rapporte Hythlodée, ont la coutume d'acheter une partie de leurs esclaves à l'étranger, après avoir vérifié que, s'ils sont vendus, c'est parce qu'ils se sont, par leur faute, rendus indésirables dans leurs pays d'origine, ce qui donne à ce trafic à première vue peu recommandable une allure moins immorale. Mais comment une civilisation qui récuse sur le fond l'idée même d'échange et ignore systématiquement l'usage de la monnaie en vient-elle à s'engager dans de telles pratiques, et comment arrive-t-elle à mener à bien ces tractations si contraires en apparence à l'esprit de sa propre culture ? Cette interrogation conduit à s'intéresser à un aspect des affaires utopiennes sur lequel More s'étend longuement, car il est lui-même concerné par ces questions au sujet desquelles il bénéficie d'une grande expérience personnelle, de par les fonctions d'ambassadeur qu'il exerce alors au service de la monarchie anglaise : à savoir ce qui se rapporte à la politique extérieure. En effet, si, en Utopie, la monnaie n'est d'aucun usage interne, et si les matières précieuses n'y bénéficient d'aucune considération, cela n'empêche qu'y soit constituée, par précaution, une réserve en pierres précieuses et en argent, sous forme des somptueux vases de nécessité et des chaînes d'or portées par les esclaves, réserve dont l'utilisation est expressément destinée aux relations avec des pays étrangers : ces derniers en effet reconnaissent la plus grande valeur à ces moyens d'échange, ce dont les Utopiens, qui sont tout sauf des naïfs, ont conscience et dont ils entendent tirer parti, même s'ils tiennent pour dérisoires les formes propres à de tels échanges devant la pratique desquels, cependant, ils ne reculent pas dans ces occasions. En effet, davantage qu'à la violence, à laquelle ils ne recourent que lorsqu'il n'y a plus moyen de faire autrement, ils préfèrent recourir à la corruption et au complot, donc faire fond sur la rapacité de ceux à qui ils ont affaire, pour régler leurs rapports avec les autres peuples (éd. GF, p. 204-205) : c'est pourquoi ils accumulent de faux biens qui leur servent d'instruments privilégiés pour mettre en œuvre cette politique de ruse dont ils se servent afin de contourner les difficultés, ce qui leur paraît plus avantageux que d'en subir les inconvénients de plein fouet. En conséquence, ils se permettent de faire avec les autres ce qu'ils s'interdisent pour eux-mêmes, et ceci sans avoir du tout le sentiment de se dédire ou de se contredire.

Il ne faut pas oublier, remarquons le à cette occasion, que l'*Utopie* de More a été publiée en 1516, donc la même année que *Le Prince* de Machiavel, ouvrage avec lequel elle présente, si surprenant que cela puisse paraître, beaucoup d'éléments communs, comme par exemple cette proclamation du bon usage de la ruse en politique : l'esprit utopique est à ce point de vue bien plus « réaliste » qu'on ne le supposerait à première vue. More et Machiavel étaient tous deux aux affaires, comme on dit, et les responsabilités qu'ils exerçaient étaient de type assez proche : ce qui explique que, dans leurs écrits théoriques, qui sont loin de relever

de la spéculation pure, ils aient essayé de faire passer l'essentiel de ce qu'ils avaient appris en pratique sur le tas. Rien n'empêche d'interpréter la figure mythique d'Utopus, bon ménager des forces dont il dispose et à l'occasion cynique calculateur, comme effectuant une synthèse entre le sage aristotélicien, pénétré par l'esprit de prudence, et le prince machiavélien qui se fixe pour but principal, non son intérêt personnel, mais la préservation de la stabilité de l'Etat dont il a la charge, ce pour quoi tous les moyens à ses yeux avertis sont bons pourvu qu'ils soient efficaces.

La configuration insulaire qu'Utopus a imposée de toutes pièces à son royaume dont il retracé entièrement les contours, ce qui a constitué sa première initiative politique, avait pour but de favoriser la réalisation d'un programme qui avait besoin de cet isolement pour préserver la pureté de son intention rationnelle première. Mais, à l'examen, cet isolement se révèle relatif : si Utopia a réussi à perpétuer sa civilisation durant les presque deux millénaires dont la crédite le texte de More, ce n'est pas en restant coupée du reste du monde, loin de là. Les Utopiens accueillent amicalement les étrangers qui viennent les visiter, comme Hythlodée a pu lui-même en faire l'expérience au cours de son séjour de cinq années dans l'île où il a été traité comme un hôte d'honneur, et ils sont très intéressés par ce que ces visiteurs peuvent éventuellement leur apporter sur un plan spirituel et/ou matériel : lorsqu'Hythlodée et son groupe leurs expliquent les techniques de l'imprimerie et de la fabrication du papier, ils se les approprient avec enthousiasme, voyant tout de suite le parti qu'ils peuvent en tirer pour leur perfectionnement intellectuel, aspect de l'existence auquel ils accordent la priorité (éd. GF, p. 188) ; et lorsque leurs visiteurs leur communiquent la bonne nouvelle du christianisme dont Utopus, qui était païen, n'avait pu les faire bénéficier, ils reçoivent de très bonne grâce cette révélation, dans laquelle, ils découvrent, - ici More rejoue manifestement le thème érasmien de l'humanisme chrétien, qui repose sur le dépassement de l'opposition entre paganisme et christianisme, comme en témoigne la fameuse formule d'Erasme dans *Le banquet religieux*, l'un de ses plus importants Colloques : « Saint Socrate, priez pour nous ! » -, une convergence avec ce qu'ils pensaient déjà par eux-mêmes, ce qui les amène naturellement à y voir un moyen d'enrichir leur propre culture, dont ils ont une conception ouverte, portée par un esprit foncier de conciliation (éd. GF, p. 214). D'autre part, ils se tiennent soigneusement informés de ce qui se passe dans leur voisinage proche ou lointain, soit parce que cela peut menacer leur tranquillité, soit parce qu'ils y détectent des ressources susceptibles d'être exploitées en vue de ce qui constitue pour eux le but suprême : non la croissance, mais le maintien à l'identique de leur mode de vie, qu'ils trouvent parfait, ce qui les détourne de chercher à le transformer ; tout au plus sont-ils prêts à s'approprier des moyens qui peuvent leur servir à le perpétuer dans les meilleures conditions.

C'est pourquoi, contrairement à une idée reçue, les perspectives d'expansion et de conquête ne sont pas absentes de l'esprit utopien, bien que celui-ci en propose une interprétation tout à fait originale, n'ayant rien à voir avec ce qui est pratiqué ailleurs. Dans le récit d'Hythlodée, il est bien précisé que, antérieurement à la venue d'Utopus, le territoire sur lequel il a mené son entreprise de réforme sociale était déjà occupé, et que s'y était développée une civilisation de nature toute différente de celle qu'il entendait promouvoir : avant Utopia, il y a eu, sur les mêmes terres, Abraxa, appellation dont le sens est sans doute péjoratif (éd. GF, p. 138). More ne précise pas comment Utopus est parvenu à prendre pied dans cette région, qu'il a ensuite remodelée à sa guise, sur un plan aussi bien géographique que culturel et social, mais on peut douter, bien qu'on ait peine à voir en lui un autre Alexandre, que ce soit par des moyens purement pacifiques : au minimum, il a dû recourir à la ruse pour arriver à s'incruster dans ce pays qui n'était pas le sien et à y faire prévaloir son autorité. A l'origine d'Utopie, il y aurait donc eu une conquête ou une annexion de type colonial. Une fois installé, et ayant fait disparaître l'isthme qui reliait son nouveau royaume à la terre ferme, une œuvre colossale qui évoque la construction des pyramides et qui détient

une portée symbolique forte, Utopus y a ensuite fait ce qu'il voulait, pour le plus grand bien des populations dont il a réformé le mode de vie, en faisant des Abraxiens, qu'on se représente comme des espèces de sauvages, des Utopiens pur sucre, différant en tout point du reste du monde, et du reste si satisfaits de la nouvelle condition à laquelle il les a élevés qu'ils ne peuvent envisager d'en changer. Mais, si, suite à cette première occupation, il a prétendu confiner la civilisation qu'il avait créée dans un cadre qui la préservait au mieux de toute ingérence étrangère et lui permettait de faire nettement la différence, il n'a pas pour autant, en dirigeant avisé qu'il était, négligé ce qui se passait au dehors, chez les autres peuples. L'idée directrice de son projet était d'instaurer un système capable de se perpétuer à l'identique, en l'absence d'une culture de la progression, de la croissance ou du dépassement. Mais, pour cela, il a compris qu'il ne pouvait se passer des services des pays avoisinants, ne serait-ce que comme déversoirs pour les excédents que ne pouvait manquer de produire la rationalisation et la collectivisation du travail instaurées en Utopie : ce qui ne peut être utilisé à l'intérieur est donc distribué à l'extérieur, sous forme de dons, de gratifications, de monnaie d'échange, voire de moyens en vue de soudoyer des espions ou d'enclencher des mouvements de sédition dont les conséquences servent les intérêts du peuple utopien. Les Utopiens, qui ne pratiquent pas le commerce intérieur, n'ignorent pas le bénéfice qu'ils peuvent tirer du commerce extérieur : l'or et les pierres précieuses dont ils ne veulent pas pour eux-mêmes, ils les utilisent pour améliorer dans le sens de leur propre intérêt leurs relations avec les autres pays, soit en persuadant leurs populations de leurs bonnes intentions à leur égard, soit, puisqu'y règne le régime de corruption qu'ils ont éliminé chez eux, en exploitant les possibilités que cette situation leur offre pour préserver leur tranquillité et leur équilibre, ce pour quoi ils ne reculent devant aucuns moyens, y compris d'ailleurs des moyens militaires, s'il se révèle impossible de faire autrement.

Mais il y a plus : non seulement la rationalisation du travail pratiquée en Utopie dégage des excédents qui ne peuvent y être consommés, sans parler des apports superflus représentés par leur trésor de guerre qui suscite à l'extérieur des convoitises que, tout en les méprisant, ils savent faire miroiter dans le sens de leur propre intérêt ; ils se trouvent en outre confrontés chez eux à un grave problème humain, représenté par le risque de surpopulation, qui, ils en ont bien conscience, peut ruiner leur recherche de la stabilité : les tables où sont servis les repas en commun ne sont pas indéfiniment extensibles, et les bâtiments spéciaux dans lesquels elles se trouvent ont été conçus pour les contenir en nombre limité, conformément à des besoins précisément définis au départ et qu'il faut empêcher à tout prix d'augmenter. Cependant il ne faudrait pas voir dans More un Malthus avant la lettre : son Utopus paraît ne se faire aucun souci pour la subsistance de son peuple, amplement assurée par le régime de travail collectif et de répartition de ses résultats qu'il a mis en place ; celui-ci produit plutôt trop que pas assez, et son rendement peut toujours être amélioré par des perfectionnements techniques résultant des recherches des savants utopiens ou d'emprunts à d'autres cultures, perfectionnements que leur conservatisme foncier, leur souci de rester le plus possible dans l'état où ils sont, ne conduit pas les Utopiens à négliger. Mais il ne s'en est pas moins préoccupé de trouver une solution politique, et éventuellement militaire, à la question du maintien de la population d'Utopie à un niveau d'équilibre constant :

« Aucune cité ne doit voir diminuer excessivement sa population, ni davantage se trouver surpeuplée. On évite donc qu'aucune famille – il y en a six mille dans chaque cité, sans compter les districts ruraux – ait moins de dix ou plus de seize membres adultes. Le nombre des enfants ne saurait être limité. Ces normes sont aisément observées, grâce au passage dans une famille trop peu nombreuse des membres qui sont en excédent dans une autre. Si, dans l'ensemble, une ville a trop de monde, le surplus va compenser le déficit d'une autre. Mais lorsque la population totale de l'île dépasse le niveau qu'on estime convenable, on lève dans chaque ville des citoyens qui vont établir une colonie réglée d'après leurs lois. Ils vont partout où sont des terres vacantes laissées en friche par les indigènes. Ils convoquent ceux-ci pour savoir s'ils consentent à vivre avec eux. Ceux qu'ils trouvent favorablement disposés, ils se les associent en une communauté de vie et d'usages,

et c'est pour le plus grand bien des deux peuples. En effet, leurs principes font souvent que la même terre, qui donnait trop peu de pain pour une seule population, en donne pour deux en abondance. Mais si les indigènes refusent d'accepter leurs lois, les Utopiens les chassent du territoire qu'ils ont choisi et ils luttent à main armée contre ceux qui leur résistent. Car une guerre, estiment-ils, se justifie éminemment lorsqu'un peuple refuse l'usage et la possession d'un sol à des gens qui, en vertu du droit résultant de la nature, devraient trouver de quoi se nourrir, alors que lui-même ne s'en sert pas, mais le laisse comme un bien inutile et vacant. » (éd. GF, p. 155-156)

Première information importante délivrée par ce passage : en Utopie, où les règles de la nuptialité, strictement monogame, sont fixées de manière stricte, et où l'adultère est sévèrement sanctionné par la condamnation à l'esclavage (les liens du mariage y sont indissolubles, une fois qu'une union ait été officialisée sous l'autorité des parents des deux conjoints, et après que ceux-ci aient été, au cours d'une cérémonie publique, présentés l'un à l'autre dans le simple appareil de nature pour vérifier qu'ils se conviennent l'un à l'autre, un usage qui a fort étonné, et apparemment scandalisé, Hythlodée, cf. éd. GF, p. 192), on ne pratique pas la limitation des naissances, ce qui aurait été une tout autre manière de résoudre le problème de l'expansion démographique : Utopus a écarté cette solution sans doute parce qu'il l'estimait contraire au droit naturel de chacun, qui est au fondement du système utopien. Les familles, qui résultent elles-mêmes du regroupement de plusieurs couples, puisqu'elles comportent plus de dix adultes, ont donc licence d'engendrer autant d'enfants qu'elles le veulent et qu'elles le peuvent, ce qui est une source potentielle d'inégalité entre les diverses communautés rassemblées en Utopie, et, en conséquence, est susceptible de remettre en cause sur le fond le principe d'uniformité sur lequel est établie la civilisation utopienne. De là la nécessité de rétablir l'équilibre rompu, ce à quoi on parvient d'abord en transférant les individus en surnombre d'une famille à l'autre ou d'une cité à l'autre, de manière à ce que chacune se maintienne à niveau constant, ses déficiences ou ses surplus étant compensés grâce à ces transferts. Mais cette méthode ne suffit pas, car les couples utopiens, que leur système d'existence maintient apparemment en grande forme, sont dans l'ensemble particulièrement prolifiques, ce qui, à terme, doit inévitablement remettre en cause la stabilité du taux global de population. Il faut donc aller chercher au dehors ce qu'on ne trouve plus au-dedans : des terres nouvelles à faire fructifier selon les mêmes modalités que celles mises en œuvre en Utopie. De là une politique systématique de colonisation, qui ne procède par la conquête et par la violence que lorsque les autres moyens ont été épuisés. Les « indigènes », déjà installés sur les lieux qu'on vient occuper, sont aimablement priés de consentir à cette occupation, pour la raison que celle-ci est légitime au point de vue du droit naturel : s'ils n'ont pas su faire suffisamment fructifier les terres sur lesquelles ils étaient nés, ils n'ont aucune raison valable de s'opposer à la venue de gens plus compétents, qui d'ailleurs leur proposent de s'associer à eux et de participer avec eux aux bienfaits apportés par leur civilisation dont la supériorité est manifeste. Autrement dit, on reproduit avec les nouveaux peuples colonisés l'opération qu'Utopus avait déjà menée au départ avec Abraxa, opération sans laquelle Utopia n'aurait jamais existé. Et si, pour des motifs indéfendables, contraires à la nature et à la raison, ces populations indigènes refusent l'offre mirobolante qui leur est faite, tant pis pour elles : ce qu'elles refusent de donner ou de partager de bonne grâce, on le leur prendra par la force ; et la violence qu'elles subiront en conséquence sera entièrement imputable à leur mauvaise volonté.

Les relations que les Utopiens, sûrs d'agir pour le mieux, entretiennent avec les autres peuples sont donc exemptes de complexes : si on ne porte pas atteinte à leur mode d'existence, et si on ne crée aucun empêchement à sa perpétuation qui ne peut se passer de l'installation de colonies à l'extérieur, on vit en paix avec eux, et ceci de manière parfaitement naturelle, sans que soient nécessaires pour cela des conventions ou des traités. More, qui avait exercé d'importantes fonctions diplomatiques, était mieux placé que personne pour savoir à quel point sont fragiles, exposés à contestation, des accords et des compromis passés à la suite

de laborieuses tractations, dans des termes qui, inévitablement, donnent lieu ensuite à des interprétations divergentes, diagnostic qui n'a rien perdu de son actualité. Les Utopiens sont suffisamment conscients d'être, de bonne foi, dans leur droit, pour ne pas s'en remettre à de tels arrangements formels. Pas plus que dans la valeur de la monnaie, ils n'ont confiance dans celle des conventions passées de gré à gré, qui se substituent abusivement, et sans garantie d'être observées, aux rapports naturels :

« Les autres peuples signent des traités, les rompent et en concluent à chaque instant de nouveaux. Les Utopiens n'en concluent avec personne. A quoi bon ? disent-ils. Est-ce que la nature ne rapproche pas suffisamment l'homme de l'homme ? Celui qui méprise les lois de la nature fera-t-il plus de cas de formules écrites ? Ils en sont venus à penser ainsi tant les pactes et accords conclus entre les princes sont peu respectés dans leur partie du monde... Les Utopiens pensent au rebours... que la communauté établie par la nature rend les conventions inutiles ; que les hommes enfin sont rapprochés plus fortement, plus efficacement, par la charité que par des textes, par l'esprit que par les formules » (éd. GF, p. 198-200)

À d'hypocrites promesses, à d'équivoques déclarations d'intention, à des engagements de pure forme, les Utopiens préfèrent les relations franches et ouvertes, y compris lorsque celles-ci prennent la forme d'affrontements, qu'il est mieux de régler au grand jour, sans chercher à masquer la réalité. Et, lorsqu'il a fallu en venir là, ce dont ils ne portent pas eux-mêmes la responsabilité, ils font le maximum pour que ces conflits, quelle qu'en soit la brutalité, soient le moins possible coûteux humainement. Pour ce qui les concerne, ils s'arrangent, par la ruse et la concussion s'ils le peuvent, pour ne pas faire intervenir personnellement leurs propres concitoyens dans des combats meurtriers, dont ils préfèrent abandonner le déroulement à des mercenaires achetés à prix d'or grâce aux richesses qu'ils ont accumulées dans cette intention, et dont ils n'ont pas usage pour eux-mêmes (éd. GF, p. 205) ; et c'est seulement en dernier recours qu'ils engagent leurs propres troupes, dans lesquelles hommes et femmes sont incorporés (éd. GF, p. 208). Quant à leurs adversaires, ils les traitent en faisant la part entre leurs dirigeants qui ont trahi leur mission, qui est de promouvoir le bon droit, - pour ceux-ci, ils n'ont aucune pitié, et, au besoin, les font exterminer par des assassins stipendiés -, et les populations entraînées à leur insu dans des conflits dont les enjeux les dépassent, qu'elles n'ont pas elles-mêmes désirés ou décidés, et dont elles ne sont finalement que des victimes collatérales. Les esclaves que les Utopiens ramènent chez eux au titre de prises de guerre, pour qu'ils accomplissent les tâches pénibles dont ils répugnent à se charger eux-mêmes, ne sont pas pris dans la masse de la population vaincue : mais ce sont ceux qui, dans le déroulement de ces absurdes conflits, ont été reconnus porteurs d'une culpabilité indiscutable, pour laquelle ils méritent sans discussion d'être sanctionnés.

C'est pourquoi, malgré leur peu de foi dans les accords, les Utopiens font ce qu'ils peuvent pour arrêter les hostilités dès qu'ils voient que les combats ont tourné à leur avantage :

« Dès qu'une trêve est conclue, ils s'y tiennent si religieusement qu'ils ne la considèrent même pas comme rompue par un cas de provocation. Ils ne ravagent aucune terre ennemie, ne mettent pas le feu aux récoltes ; bien au contraire, ils évitent dans la mesure du possible que rien ne soit foulé aux pieds par les hommes et les chevaux, estimant que le blé pousse pour leur usage. Ils ne maltraitent aucun homme désarmé, à moins qu'il ne s'agisse d'un espion. Ils épargnent les villes qui ont capitulé, et s'abstiennent même de piller celles qu'ils prennent après un siège ; mais ils mettent à mort ceux qui se sont opposés à la reddition et réduisent les autres défenseurs en esclavage. Ils ne touchent pas à la foule des non-combattants. S'ils apprennent que certains citoyens ont conseillé la reddition, ils leur donnent une partie des biens des condamnés ; la vente du reste à l'encan leur permet de donner des gratifications à leurs auxiliaires. Eux ne s'arrogent aucune part du butin. » (éd. GF, p. 211-212)

Il en résulte que, s'ils ne reculent pas devant l'usage de la force, lorsque la chose est nécessaire, ce à quoi ils ne se résignent qu'après avoir essayé toutes les autres solutions, ils font ce qu'ils peuvent pour que celle-ci ne soit pas employée dans un esprit négatif de destruction, mais reste en accord, au niveau qui est le sien, avec le maintien de l'esprit générosité naturelle qui est à la base de toute leur culture.

Cette culture, donc tout ce qui concerne l'état d'esprit que partagent entre eux les Utopiens, et qui se trouve à l'arrière-plan de tous leurs comportements particuliers, intéresse More au plus haut point : il consacre en conséquence d'importants développements à leur philosophie et à leur religion, qui toutes deux, telles qu'ils les pratiquent, en modelant à partir d'elles leurs formes de vie, ont pour principe ultime la nature. Tout leur effort de connaissance a pour fin de percer les secrets ultimes de celle-ci, au lieu de se perdre dans de vaines recherches concernant les essences des choses, de fumeuses abstractions dont ils se détournent spontanément : Utopus, qui, rappelons le, devait être d'origine grecque, leur a transmis de la sagesse antique dans laquelle son esprit avait été élevé son contenu authentique, dépouillé du vain appareil formel dont d'autres traditions l'ont recouverte. C'est ce qui justifie que la pensée utopienne se soit développée complètement à l'écart d'orientations du type de celles suivies par la pensée scolastique, à l'égard de laquelle More éprouve les mêmes réserves qu'Erasme : cette forme de pensée est en effet contraire au véritable esprit de l'humanisme, qui se définit d'abord par un mouvement de retour en direction de la forme originelle de sagesse qui a précédé la révélation chrétienne, et en un sens l'a préparée (« Saint Socrate, priez pour nous ! ») ; il est donc tout à fait arbitraire d'installer une rupture radicale entre monde païen et monde chrétien, deux mondes entre lesquels Utopie réalise une synthèse idéale, ou plus précisément idéalement naturelle. Cependant, les Utopiens, qui attachent une extrême importance à l'étude et aux recherches menées dans le domaine des choses de l'esprit, activités qu'ils favorisent par des exemptions du travail manuel qui accordent à ceux qui en bénéficient, des intellectuels avant la lettre, une situation à part dans leur organisation sociale, n'ont pu se contenter de ressasser à l'identique une vulgate héritée de l'Antiquité : sans en modifier les fondements, car ils n'aiment pas le changement, ni surtout le changement pour le changement, un objectif qui leur paraît dérisoire, ils ont dû l'enrichir par leurs réflexions personnelles tirées de leur expérience, et augmentées par d'éventuels apports étrangers, lorsque ceux-ci leurs paraissent assimilables, ce qui est le cas des précieuses informations ramenées d'Europe par Hythlodée, au nombre desquelles celles qui concernent la technique de l'imprimerie et la révélation chrétienne, qu'ils ont accueillies avec le plus grand intérêt et se sont appropriées en les incorporant à leur mode de vie. C'est de cette manière qu'ils sont parvenus à mettre au point une tradition culturelle qui leur est propre, dont le livre de More fournit, par la bouche d'Hythlodée, une exposition détaillée (éd. GF, p. 170-185).

Sont particulièrement intéressants les aspects de cette culture qui concernent la science des mœurs. La morale utopienne, sur laquelle l'ouvrage de More s'étend longuement, est, au sens fort de l'expression, une morale naturelle, au point de vue de laquelle toute la vie humaine est spontanément orientée dans le sens de la recherche du bonheur et plus précisément des satisfactions que procure le plaisir, une tendance qu'il serait absurde de réprimer, sous condition de faire la part entre les vrais biens, qui permettent à cette recherche d'aboutir, et les faux biens, qui ont contraire la dévient et la font échouer : cette attitude est inspirée de l'épicurisme (la résurgence du stoïcisme ne s'effectuera que dans la seconde moitié du XVI^e siècle) ; dans l'un de ses Colloques composé beaucoup plus tard, en 1533, intitulé « L'épicurien », Erasme a montré qu'épicurisme et christianisme ne sont nullement contraires l'un à l'autre, si du moins on les interprète correctement. Hythlodée rapporte cependant la manière de voir propre aux Utopiens en feignant d'éprouver à son égard des

réerves, ce qui est une manière pour More d'en souligner le caractère atypique, scandaleux à la limite :

« Leur principal thème de controverse est de savoir en quelle chose réside le bonheur humain, si elle est une ou multiple. Sur ce sujet, ils me paraissent accorder un peu trop à la secte qui se fait l'avocate du plaisir et qui voit en lui, sinon la totalité du bonheur, du moins son élément essentiel. Et, ce qui est plus étonnant encore, c'est de la religion, chose sérieuse cependant, austère, stricte, rigide, qu'ils tirent des arguments pour une doctrine si relâchée. Jamais en effet ils ne discutent au sujet de bonheur sans confronter les principes dictés par la religion avec la sagesse résultant de la raison, estimant celle-ci incapable de découvrir le vrai bonheur sans le secours de l'autre. » (éd. GF, p. 172)

Cette synthèse entre les enseignements de la raison et ceux de la religion, qui s'effectue de manière privilégiée dans le domaine de la morale, est typiquement érasmienne : elle revient à enraciner la foi dans l'existence concrète, selon l'inspiration véhiculée par la *devotio moderna*, développée aux Pays-Bas à partir du XIV^e siècle, et dont le texte majeur, très apprécié à l'époque de More, est l'*Imitation de Jésus-Christ* de Thomas à Kempis ; la foi est ainsi dédogmatisée, ramenée à un certain nombre de préceptes simples, directement accessibles à tous, et applicables dans la vie de tous les jours ; c'est dans cette voie moyenne que les érasmiens cherchaient à engager la religion chrétienne, de manière à lui épargner les épreuves d'une rupture plus radicale, dont la Réforme est finalement issue, et qui, ils le pressentaient, devait déboucher sur d'effroyables guerres religieuses. Les Utopiens, nous l'avons vu, se résignent à faire la guerre quand il n'y a pas moyen de faire autrement, mais leur religion et leur morale s'appuient sur des principes éminemment pacifiques, dont la garantie ultime est fournie par la nature, dans laquelle ils voient un facteur spontané de pondération et d'équilibre, qui prévient l'éclatement des conflits ou, lorsque néanmoins ils se produisent, fournit les moyens de les résoudre de la manière la plus économique.

De la présentation donnée par Hythlodée des pratiques religieuses de Utopiens (éd. GF, p. 213-228) se dégagent les points suivants. D'abord ils pratiquent une liberté religieuse illimitée, parfaitement compatible à leurs yeux avec le culte d'un Dieu unique qu'ils se représentent, sans chercher à en déterminer plus précisément la nature, comme un « être suprême » :

« Leurs religions varient d'une ville à l'autre, et même à l'intérieur d'une même ville. Les uns adorent le soleil, d'autres la lune ou quelque planète. Quelques-uns vénèrent comme Dieu suprême un homme qui a brillé en son vivant par son courage et par sa gloire. Le plus grand nombre toutefois et de beaucoup les plus sages, rejettent ces croyances, mais reconnaissent un dieu unique, inconnu, éternel, incommensurable, impénétrable, inaccessible à la raison humaine, répandu dans tout notre univers à la manière, non d'un corps, mais d'une puissance. Ils le nomment Père et rapportent à lui seul les origines, l'accroissement, les progrès, les vicissitudes, le déclin de toutes choses. Ils n'accordent d'honneurs divins qu'à lui seul. Au reste, malgré la multiplicité de leurs croyances, les autres Utopiens tombent du moins d'accord sur l'existence d'un être suprême, créateur et protecteur du monde. Ils l'appellent tous dans la langue de leur pays Mythra, sans que ce nom ait pour tous la même signification. Mais, quelle que soit la conception qu'ils se font de lui, chacun reconnaît en lui cette essence à la volonté et à la puissance de laquelle tous les peuples, d'un consentement unanime, attribuent la création du monde. Tous au surplus, renoncent progressivement à cette bigarrure de croyances superstitieuses pour adhérer à une religion unique qui leur paraît plus raisonnable que toutes les autres » (éd. GF, p. 213-214)

En Utopie, on attache une importance des plus relatives à la forme de la croyance, donc à ses aspects dogmatiques : il est loisible à chacun de se représenter Dieu comme il le veut, et d'adorer, s'il y tient, un caillou dressé au bord du chemin, une figure animale ou une lumière qu'il voit briller dans le ciel, ce qui ne présente aucune espèce d'intérêt. Ce qui compte, c'est, un peu comme dans les Etats-Unis d'aujourd'hui, de croire en quelque chose, et de professer cette croyance sous la forme d'une règle de vie conforme à l'usage collectif : il

revient précisément à la raison de mettre ainsi l'accent sur l'essentiel, et de faire la distinction entre ce qui est vraiment important, à savoir ce qui rassemble, et ce qui est accessoire, à savoir ce qui pourrait éventuellement devenir un facteur de division. Philosophie, morale et religion utopiennes privilégient systématiquement tout ce qui va dans le sens de l'union, et dévalorisent en conséquence ce qui pourrait la menacer.

C'est pourquoi, lorsqu'Hythlodée a amené dans ses bagages la religion chrétienne en Utopie, terre païenne où elle était totalement inconnue, elle y a été accueillie favorablement, sans toutefois que cet accueil ait pris la forme d'une conversion formelle de toute la population ou de la majorité d'entre elle à une nouvelle religion, reconnue comme étant, par différence d'avec toutes les autres, la seule vraie religion, ce dernier concept étant totalement étranger à la mentalité utopienne. Ceux des Utopiens qui ont été séduits par le christianisme ont donc eu parfaite licence de s'y rallier, sous la condition que leur adhésion ne devienne pas un moyen abusif de pression, et ne serve pas à imposer aux autres une forme exclusive de conviction religieuse :

« Ceux qui n'adhèrent pas à la religion chrétienne n'en détournent personne et ne gênent aucun de ceux qui la professent. Un de nos néophytes fut pourtant puni en ma présence. Récemment baptisé, il prêchait le christianisme en public, malgré nos conseils, avec plus de zèle que de prudence. Il s'enflamma non seulement jusqu'à dire que notre religion est supérieure aux autres, mais à les condamner toutes sans distinction, à les traiter de mécréances et leurs fidèles d'impies et de sacrilèges promis au feu éternel. On le laissa longtemps déclamer sur ce ton, puis on l'arrêta, on l'emmena et on le condamna, non pour avoir outragé la religion, mais pour avoir excité une émeute dans leur peuple. On le punit de l'exil. Car une de leurs lois, et l'une des plus anciennes, interdit de faire tort à personne à cause de sa religion. » (éd. GF, p. 215)

En Utopie, c'est un crime, et ce crime est sanctionné pénalement par l'autorité publique avec l'approbation de tous, d'exploiter ses propres convictions religieuses dans le sens de la contrainte, en forçant autrui à les partager : on peut croire à ce qu'on veut, et comme on veut, sous la condition de ne pas chercher à imposer son propre point de vue, qui est au fond indifférent au regard de ce qui constitue l'aspect essentiel de la religion, le fait de croire communément, sans entrer dans les détails, à quelque chose de supérieur qui donne sens à la vie, ce qui justifie que le choix du contenu de cette croyance soit abandonné à la libre initiative de chacun. C'est ce que, dès le départ, *Utopus* avait bien compris :

« Il ne voyait qu'un abus et une folie à vouloir obliger les autres hommes, par menaces et violence, à admettre ce qui vous paraît tel. Si vraiment une religion est vraie et les autres fausses, pourvu qu'on agît avec raison et modération, la force de la vérité, pensait-il, finirait bien un jour par prévaloir d'elle-même. Quand au contraire la controverse se fait violente et agressive, comme les moins bons sont aussi les plus obstinés, la religion la meilleure et la plus sainte peut fort bien se trouver étouffée par des superstitions qui rivalisent d'absurdité : comme du bon grain parmi les ronces et les broussailles. Il laissa donc la question libre et permit à chacun de croire ce qu'il voulait. » (éd. GF, p. 216)

Cette attitude marquée par la tolérance, dont l'évocation par un texte publié au début du XVI^e siècle stupéfie tant elle est éloignée de ce qui était ordinairement en usage à l'époque dans l'ensemble des pays européens, où, avant même l'éclatement des mouvements de la Réforme, les débats religieux tournaient immédiatement à l'aigre, c'est le moins qu'on puisse dire, fournit l'occasion de revenir sur l'aspect essentiel de la civilisation utopienne qui a été signalé dès le départ, à savoir le fait que celle-ci privilégie dans tous les cas de figure le point de vue public, et limite en conséquence la part réservée à la conscience privée, au nom de l'argument suivant : ce qui va dans le sens d'une publicité maximale garantit le consensus social, alors que ce qui est vécu en privé, donc dans un relatif isolement, à l'écart, est une cause potentielle de division, dommageable à l'esprit communautaire. Cette manière de voir devrait normalement déboucher sur une uniformisation des comportements et des mentalités, uniformisation dont on voit mal comment elle pourrait se réaliser sans contrainte, que celle-ci

prenne une forme directe ou insidieuse : rappelons-nous, dans la description du rituel des repas collectifs, l'attention discrète portée par les vieillards aux propos des gens plus jeunes auxquels ils ont été mêlés d'une façon qui ne laisse rien au hasard, et qu'ils font parler pour mieux pénétrer le fond de leur pensée, et éventuellement les rappeler gentiment à l'ordre quand ils leur paraissent dévier de la norme commune, une pratique de contrôle d'autant plus inquiétante, voire même glaçante, qu'elle est menée sans avoir l'air, de façon débonnaire, ce qui n'empêche qu'elle s'apparente à une surveillance policière, d'autant plus efficace qu'elle s'exerce de façon voilée, dans une ambiance sympathique en apparence, qui masque des pratiques foncièrement intolérantes. Pourtant Utopus n'était pas un précurseur de Big Brother et la liberté religieuse dont bénéficient les Utopiens ne va pas dans le sens d'une police des esprits : en effet, le fait que chacun dispose de la possibilité d'orienter ses croyances dans le sens qui lui plaît et qu'il soit particulièrement mal vu qu'on cherche à influencer quiconque à ce propos semble démontrer que la conscience privée maintient quand même des droits inaliénables, dans un champ soigneusement délimité, sous condition que ceux-ci ne remettent pas en cause la façon commune de voir les choses et la cohésion sociale qui en résulte. Cependant, subsiste implicitement une interdiction présentant un caractère absolu : celle de ne pas croire du tout ; mais, à l'époque de More, comme l'a démontré avec des arguments très convaincants Lucien Febvre dans son ouvrage sur *Le problème de l'incroyance au XVIe siècle – La religion de Rabelais* (éd. Albin Michel, coll. L'évolution de l'humanité, 1942), la question de l'athéisme n'est pas du tout d'actualité, et l'obligation de croire, assumée naturellement par tous, ne passe pas par la médiation de la contrainte, la question cruciale qui préoccupe Erasme et ses contemporains étant seulement, puisque la nécessité de la croyance en tant que telle ne fait pas question, celle de savoir quel contenu déterminé donner à la croyance religieuse, et, plus précisément, jusqu'à quel point ce contenu doit être déterminé afin de garantir l'authenticité de cette croyance.

En Utopie, il y a donc bien uniformisation des esprits, mais elle est réalisée, si on peut dire, *a minima*, par le bas : on peut adopter n'importe quelle forme de conviction religieuse, pourvu qu'on croie à quelque chose, ce qui, la chose semble aller de soi, est indispensable, sans même qu'il faille l'imposer, que ce soit par la persuasion ou par la violence. C'est pourquoi les cultes pratiqués en Utopie privilégient l'adoption d'un *credo minimum*, concept fondamental de ce qui s'appellera ensuite « religion naturelle » (cf. J. Lagrée, *La religion naturelle*, éd. PUF, coll. Philosophies, 1991) :

« Les Utopiens ont des religions différentes mais, de même que plusieurs routes conduisent à un seul et même lieu, tous leurs aspects, en dépit de leur multiplicité et de leur variété, convergent tous vers le culte de l'essence divine. C'est pourquoi l'on ne voit, l'on n'entend rien dans leurs temples que ce qui s'accorde avec toutes les croyances. Les rites particuliers de chaque secte s'accomplissent dans la maison de chacun ; les cérémonies publiques s'accomplissent sous une forme qui ne les contredit en rien. C'est pourquoi les temples ne contiennent aucune image des dieux : chacun est libre de se figurer la divinité d'après son sentiment le plus élevé. Ils ne prononcent, pour l'invoquer aucun nom, excepté celui de Mythra, qui pour eux tous désigne l'essence unique de la majesté divine, quelle qu'elle soit. Aucune prière n'est formulée que chacun ne puisse répéter sans offenser sa croyance particulière. » (éd. GF, p. 225)

En Utopie, polythéisme et monothéisme ne sont donc pas en alternative l'un à l'autre : chacun prie chez soi son dieu particulier, avec pour unique obligation de prier dans les lieux publics un dieu dont l'identité reste extrêmement vague ; on l'appelle d'un nom, Mythra, qui est en quelque sorte un non-nom, faisant penser à la déroboade du Dieu de l'Ancien Testament lorsque celui-ci refuse de dire à Moïse comment il s'appelle et, du bout des lèvres, lui déclare, « Je suis celui qui suis », « Je suis suis », ce qui revient proprement à ne rien dire (toute l'histoire des religions est traversée par la question cruciale du nom de Dieu). Cette indétermination dans laquelle est laissée la caractérisation du divin est en effet la condition

pour qu'il soit le même pour tous, le même au sens d'une « identité » qui, si elle était davantage précisée, deviendrait problématique. De ce point de vue, More paraît s'inspirer des thèses exposées en 1453 par Nicolas de Cues dans sa *Paix de la foi* :

« Les divins commandements sont les plus brefs et les plus connus de tous et communs à toutes les nations. Bien plus la lumière qui nous les montre est innée à l'âme raisonnable. Car Dieu parle en nous ordonnant d'aimer celui-là même de qui nous avons reçu l'être et de ne faire à autrui que ce que nous voudrions qu'on nous fit. Ainsi donc l'amour est l'achèvement de la Loi de Dieu et toutes les lois se ramènent à celle-là. » (par. 59, cité par J. Lagrée, op. cit., p. 31)

La convergence des formes de croyance doit donc s'effectuer naturellement, d'elle-même, pour autant que soient levés les obstacles qui s'y opposent. C'est cette position qui, dans la fiction de More, est adoptée par Utopus : « Si vraiment une religion est vraie et les autres fausses, pourvu qu'on agît avec raison et modération, la force de la vérité, pensait-il, finirait bien un jour par prévaloir d'elle-même. » Mais pour que la force de la vérité finisse par l'emporter, ce qui exclut qu'elle puisse s'imposer par une illumination instantanée, par définition particulière et contingente, il est indispensable de laisser le temps au temps : la vertu utopienne par excellence, c'est la patience, fondée sur la conviction résolument optimiste que la justice et la vérité finiront par triompher, rien ne pouvant s'opposer à cette irrésistible parousie, étant cependant entendu que celle-ci ne peut s'accomplir de manière instantanée, par un retournement brutal du pour au contre. Si les Utopiens sont conservateurs, hostiles au changement dans ce que celui-ci comporte de nécessairement artificiel, ce n'est donc pas dans la perspective d'un repli frileux sur des valeurs une fois pour toutes acquises, mais au contraire animés de la conviction que le progrès, qui a en réalité pour contenu un retour aux sources, est inévitable, et qu'il faut seulement lui laisser la capacité de développer toutes ses potentialités, telles qu'elles sont inscrites dans la nature des choses.

Ce progrès, pour aboutir, suppose que se poursuive une libre confrontation entre les diverses formes de conviction religieuse : la seule règle est que cette confrontation ne prenne pas la forme rigide de controverses livrées à l'initiative abusive de prétendus spécialistes, - More, comme Erasme, se méfie énormément des théologiens -, et ne dégénère pas en débats conflictuels où chacun défend mordicus sa position, mais soit soumise au pouvoir modérateur de la raison. Lorsque More écrit qu'en Utopie « les rites particuliers de chaque secte s'accomplissent dans la maison de chacun ; les cérémonies publiques s'accomplissent sous une forme qui ne les contredit en rien », il ne prescrit donc pas une entière séparation entre les deux domaines du public et du privé, du type de celle sur laquelle est fondée notre actuelle idéologie laïque à la française : ce n'est pas derrière ses volets fermés, dans la plus entière discrétion, qu'on se livre au culte particulier qu'on a choisi pour des raisons qui ne regardent personne, en se gardant bien d'en faire voir quoi que ce soit à l'extérieur, car c'est strictement privé, ce qui justifie qu'on le fasse de manière réservée, et non ostentatoire ; mais, au contraire, et c'est là que nous retrouvons le principe de publicité sur lequel est fondé la culture utopienne, c'est la porte grande ouverte, sous le regard de tous, avec la conscience que ce qu'on fait en particulier ne peut et ne doit en rien offenser l'esprit commun, en vue duquel les dispositions individuelles doivent finalement converger : dans les temples et dans les bâtiments publics utopiens, femmes voilées et femmes en cheveux se côtoient paisiblement, accompagnées d'hommes qui ne se croient pas obligés de se crêper le chignon pour défendre leur point de vue sur ce détail vestimentaire doté d'une charge symbolique forte, mais tout au plus se prêtent, dans un esprit d'ouverture, à des discussions au sujet des avantages et des inconvénients qui y sont respectivement attachés. Non seulement, en Utopie, la discussion sur les problèmes de la religion n'est pas proscrite, ou placée sous haute surveillance, mais elle est même encouragée, pourvu qu'elle soit menée sous la forme de débats publics libres et dépassionnés, qui constituent le champ où la force de la vérité doit finalement l'emporter après que toutes les options aient été envisagées et comparées. Le penseur contemporain dont

More se rapproche le plus, sur ce point précis, serait donc Habermas, dont « l'agir communicationnel » repose sur le même principe de l'échange permanent des points de vue, un échange qui, par lui-même, à la suite d'un processus dialectique d'élimination de ce qui divise, filtre peu à peu ce qui est susceptible d'être admis publiquement par tous, et doit ainsi être unanimement reconnu, à l'issue de ce débat, comme constituant la vérité, une vérité qui s'est dégagée de la pluralité des points de vue avec laquelle, en conséquence, elle coexiste sans difficulté.

Dans tous les domaines, les Utopiens adoptent cette attitude conforme au principe du droit naturel, qui, pour eux, outre qu'il est le droit fondé sur la nature, ce qui est la condition de sa validité de principe, est aussi le droit qui parvient à s'imposer par des voies naturelles, sans recourir à des combinaisons artificielles, à des conventions ou à des contrats. D'où ils concluent que ce droit, qui est un facteur d'unification, doit privilégier la simplicité, et écarter d'inutiles complications qui font obstacle à sa reconnaissance uniforme. La nature, telle qu'ils la conçoivent à l'aide de la raison, est à la base de cette « économie » qui procède toujours, comme nous l'avons vu à propos du sentiment religieux, *a minima*, une démarche qu'ils appliquent à tous les aspects de l'existence sans exception, comme par exemple ceux concernant la législation civile :

« Chacun chez eux connaît les lois puisqu'elles sont en petit nombre, et que, dans un cas douteux, ils adoptent comme la plus équitable l'interprétation dictée par le plus gros bon sens. La loi, disent-ils, ayant uniquement pour objet de rappeler son devoir à chacun, une interprétation trop subtile, que peu sont capables de comprendre, ne saura instruire qu'une minorité, alors que sa signification, dégagée par un esprit simple, est claire pour tous. Qu'importe à la masse, c'est-à-dire à la classe la plus nombreuse et qui a le plus besoin de règles, qu'il n'y ait pas de lois du tout ou que celles qui existent ne doivent un sens qu'aux interminables discussions de savants personnages, qui ne sauraient être intelligibles au jugement sommaire du bon peuple et encore moins à des gens dont la vie est occupée tout entière par la recherche du pain ? » (éd. GF, p. 197)

More a exercé à Londres, en tant que vice-shérif de la ville, les fonctions de juge de paix : ces lignes lui sont manifestement inspirées par son expérience personnelle dans ce domaine, qui l'a amené à comprendre qu'une règle n'est effective, c'est-à-dire réellement applicable, acceptable, que si elle joue au titre d'un plus petit commun dénominateur. Dans le domaine de droit comme dans celui de la religion, trop de règle tue la règle, comme le montrent les insurmontables problèmes posés par les interventions stériles des juristes et des théologiens, ces prétendus « spécialistes » qui restent enfermés dans les limites de leur spécialité et n'ont en conséquence aucune idée saine de la manière dont fonctionne l'esprit collectif. En Utopie, l'unification se fait donc, dans tous les cas de figure, non par le haut, au niveau où les problèmes sont posés avec un maximum de complexité ce qui a pour conséquence que leurs enjeux deviennent incompréhensibles pour la plupart, mais par le bas, au niveau où ils se présentent sous les formes les plus simplifiées. C'est une autre manière de dire que le consensus collectif trouve son unique principe dans la nature, une nature dont les finalités ne peuvent être que bonnes, ce qui conduit à lui accorder une confiance raisonnée. La morale du plaisir pratiquée par les Utopiens, sous l'unique condition de ne pas remettre en cause la cohésion du tout social, est donc spontanément tempérée, prémunie contre tout excès, et lorsque des débordements se produisent, ils les prennent calmement, comme des accidents inévitables, privés en eux-mêmes de signification, ce qui dissuade de les appréhender comme des objets positifs de réflexion, et de construire en fonction d'eux un système de vie qui réprimerait la nature au lieu de créer les conditions de son plein épanouissement.

C'est sur ce point précis que nous concluons la présentation de l'Utopie de More. La tradition « utopique », au sens général du terme, tradition dont elle a constitué, sinon l'origine, du moins l'un des commencements, donc l'un des points de repère auxquels son histoire peut être rapportée, est généralement interprétée dans le sens d'un artificialisme, qui privilégie les

constructions formelles sur la réalité souple et nuancée, voire même équivoque et contradictoire, des faits. Or c'est dans un sens exactement opposé que se dirige la démarche initiée par More, qui, dans tous les cas, à propos de tous les aspects de la vie collective auxquels elle s'intéresse, privilégie la nature par rapport à l'artifice, ce pour quoi elle exploite les moyens que lui offre la fiction. Comme les jardins anglais, qui reconstituent avec beaucoup d'art une nature encore plus naturelle, encore plus vraie, que celle qui existe spontanément à l'état sauvage, et ceci de manière à produire l'effet de naturel sinon à reproduire la nature même, elle combine astucieusement détours et voie droite, unité et pluralité, de manière à suggérer la représentation d'un système social apaisé, où le point de vue le plus raisonnable doit finir par l'emporter sans que cela nécessite une intervention spéciale qui ne pourrait qu'en dévier et en troubler la nécessité. Vue sous cet angle, l'utopie représente un effort en vue de mettre le factice au service du naturel, de manière à en favoriser la révélation finale. Que ces bonnes intentions soient infirmées dans les faits, et que, au lieu de ce qui a été ainsi promis, ce soit l'artifice, avec tous ses inconvénients, ses irrégularités et ses contradictions, qui triomphe au terme de cette démarche singulière est un autre problème, dont l'esprit utopique pratique systématiquement l'évasion, ce qui, bien sûr, constitue la limite sur laquelle, inévitablement, il butte, sans avoir les moyens de la franchir autrement qu'en empruntant les voies de la fiction, une nécessité qui lui est consubstantielle. Si l'utopie est utopique, au sens fort du terme, ce n'est donc pas parce qu'elle s'écarte de la nature, en reconstruisant sur ses ruines un ordre inédit, mais c'est au contraire parce qu'elle prétend la serrer au plus près, créant du même coup l'illusion d'une nature idéale, dont les fins légitimes devraient inévitablement se réaliser dans les faits. C'est sur cet increvable optimisme que d'édifie la conscience utopique, du moins dans la forme que lui donne l'Utopie de More. Toute la question est de savoir si, au cours de ses développements ultérieurs, la conscience utopique en est restée à ce modèle, donc s'il n'y a d'utopie que « naturaliste », au sens fort du terme, c'est-à-dire fondée sur la conviction que la nature est bonne en elle-même, et que le mieux est de la laisser développer toutes les virtualités qu'elle porte en soi dès le départ, sans adjonctions extérieures qui ne pourraient qu'en perturber l'essence idéale.

©Pierre Macherey